

Dictatures en Afrique, démocratie en Europe : le partage du même travail

C'est fou ce qu'on fait comme effort actuellement pour essayer de nous intéresser aux candidatures de Chirac, Delors, ou Balladur. C'est fou comme on voudrait que nous regardions vers les élections comme le seul moyen d'espérer. C'est la démocratie, paraît-il.

Ces dernières années nous ont pourtant appris que l'avenir n'a pas bougé avec l'élection de tel ou tel, gouvernement de cohabitation, de droite, de gauche, avec ou sans participation du PCF.

Alors il vaut peut-être mieux que nous autres, travailleurs, cessions de chercher le candidat miracle. Non pas pour baisser les bras, car cela ne changerait rien non plus, mais pour tenter au contraire de comprendre les vrais mécanismes de ce monde.

Pendant que la comédie électorale se prépare, se tient cette semaine un sommet franco-africain à Biarritz : 27 chefs d'Etat, en tout 35 pays, seront représentés. Officiellement, on nous dit que c'est l'occasion pour la France de donner des leçons de démocratie, d'apporter son aide aux bons élèves en la matière. On voudrait faire passer le système politique que nous avons ici comme le sommet de la civilisation, qu'on ne s'y prendrait pas autrement. On voudrait aussi que nous autres travailleurs, regardions d'un air supérieur nos camarades de travail qui sont originaires du Zaïre, du Mali, ou d'ailleurs, qu'on ne dirait pas les choses autrement.

Mais la seule supériorité qui joue là-bas, c'est celle du fric et des armes. L'Afrique est une très bonne affaire pour 3 000 entreprises françaises, qui y emploient un quart de million de personnes. Dans bien des cas, la puissance de ces entreprises est si grande qu'elle fait jeu égal avec un Etat tout entier : le Gabon a pour capitale Libreville, mais Elf y est si puissante qu'elle s'est forgée sa capitale Port-Gentil.

A nous bien naïfs, on dit que la France "aide" l'Afrique : sur 26 milliards annuels, 5 sont des prêts, avec lesquels il faut obligatoirement acheter à des entreprises françaises ; 10 sont destinés à former les gendarmeries ou les polices locales, donc à maintenir génération après génération le contrôle sur les hommes qui gouvernent ces pays. Le reste est donné aux gouvernements, avec com-

me condition qu'ils baissent les salaires, qu'ils suppriment des emplois, toutes ces économies devant permettre... le remboursement de la dette et des intérêts à nos banquiers. Le résultat est que chaque année, l'Afrique doit payer 55 milliards de francs aux banques occidentales.

Lorsque la population ne marche plus, on sort les bulletins de vote, et si ça ne suffit pas on sort les armes. Mais surtout, il y a la menace de la France : 10 000 soldats sont en permanence répartis sur 7 bases, et sont intervenus plus d'une vingtaine de fois depuis l'indépendance de ces pays. Tout cela est rarement dénoncé, et jamais combattu, ni à droite ni à gauche.

C'est un véritable colonialisme qui existe à travers toute l'Afrique, et c'est en sachant cela que nous devons voir nos camarades originaires de ce continent. S'ils sont des centaines de milliers à mal vivre en France, et à faire vivre plus maigrement leur famille là-bas, c'est parce que nos patrons, nos banquiers, nos gouvernements pillent odieusement leurs pays : avec 550 millions d'habitants, l'Afrique n'a pas plus de richesses que n'en a la Belgique, avec 10 millions d'habitants. La misère noire et la faim là-bas, le chômage et les lendemains incertains ici, sont les deux bouts d'un même bâton.

Plutôt que de continuer à prétendre que la démocratie actuelle est le meilleur des systèmes, reconnaissons qu'elle est un mot creux dans la bouche des puissants, qu'elle s'appuie sur la violence cachée contre des peuples entiers. Et n'ayons pas peur de désirer pour l'avenir un monde où les travailleurs auront ensemble enlevé le pouvoir de l'argent, où les peuples se répartiront équitablement le fruit du travail. Un monde où l'humanité renaîtra, et où les travailleurs immigrés par exemple, ne seront plus un décor qui ne mérite pas même un regard.